

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



FULCHIRON Alsace
RN419
67620 SOUFFLENHEIM

Références : 0006700065/JB/CE
Code AIOT : 0006700065

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement FULCHIRON Alsace implanté RN419 - 67620 SOUFFLENHEIM.

L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle en objet, réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'année 2022, a principalement porté sur la mise en conformité de l'installation suite à la mise en demeure du 21/02/2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON Alsace
- Oberfeld - 67500 HAGUENAU
- Code AIOT : 0006700065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation sur cette installation d'une carrière de sables quartzeux et des installations de traitement des matériaux est réglementée, au titre des rubriques 2510, 2515, 2517 et 2910 des ICPE, par l'arrêté préfectoral du 29/12/2010, sur une surface d'environ 11,6 ha et ce, pour une durée de 18 ans, soit jusqu'au 29/12/2028.

Le tonnage maximal annuel est de 100 000 tonnes de sables quartzeux.

L'extraction de la sablière étant terminée, l'exploitant doit désormais finaliser la remise en état du site. Le remblaiement avec des matériaux naturels inertes extérieurs a été autorisé par arrêté préfectoral du 10/11/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de sanctions administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ouvrage permettant le franchissement de la canalisation de gaz	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 11	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
4	Contenu du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 17	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 7	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
3	Exploitation - Défrèvement du gisement	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 15	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
5	Transmission du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 19	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
6	Aire de distribution de liquides inflammables - Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 21	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 28.2	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
8	Télédéclaration des résultats de la surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
9	Alimentation en combustible des appareils de combustion	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 32.4	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 février 2019	Sans objet
10	Mesure périodique de la pollution rejetée (installation de combustion)	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 32.18	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 31.2	Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019	Sans objet
12	Garanties financières	AP Complémentaire du 10/11/2022, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il résulte de ce contrôle que l'exploitant ne s'est pas encore mis en conformité sur tous les points de la mise en demeure du 21/02/2019.

Compte tenu des éléments présentés par l'exploitant et des actions engagées pour effectuer les mises en conformité, l'inspection des installations classées ne propose pas de sanctions administratives à ce stade pour les 2 points qui nécessitent des éléments complémentaires.

Il convient néanmoins que l'exploitant effectue ou justifie de l'engagement des mises en conformité nécessaires dans un délai d'un mois et qu'il prenne en compte les observations mentionnées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 7 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Phasage d'extraction, profondeur d'exploitation et remise en état
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Le porter à connaissance présentant les modifications apportées aux conditions d'exploitation (phasage de remise en état et conditions de remise en état notamment) a été transmis le 17/01/2022 et complété le 22/06/2022. L'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2022 a été notifié suite à l'instruction de ce porter à connaissance. L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 21/02/2019 sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Ouvrage permettant le franchissement de la canalisation de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 11 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Ouvrage de génie civil - Résistance et bon état
Prescription contrôlée : La résistance et le bon état de l'ouvrage de génie civil permettant le franchissement de la canalisation de gaz «Geudertheim-Wissembourg» sont contrôlés de façon périodique de manière à garantir son efficacité quant à la protection de l'ouvrage.
Constats : Lors de l'inspection réalisée le 31/01/2019, l'exploitant n'avait pas connaissance de l'existence d'un ouvrage de génie civil (la société Fulchiron n'exploitait le site que depuis près de 2 ans). Pour rappel, cette carrière est séparée en deux zones par le gazoduc «Geudertheim-Wissembourg», de diamètre nominal 15 cm. Les deux zones sont reliées par un passage, bien identifié, au-dessus du gazoduc. Afin de réduire le risque de détérioration de la canalisation liée au passage d'engins, des prescriptions spécifiques avaient été émises au montage du projet de carrière (en 1995) par Gaz de France pour la protection de l'ouvrage, avec notamment la protection du gazoduc par un ouvrage de génie civil dans les éventuelles traversées de voies de circulation, pour la répartition des charges pour que la contrainte maximale résiduelle qui s'exerce sur le gazoduc ne dépasse pas 50 kPa, et la protection latérale du gazoduc. En 1995, l'ancien exploitant, la société Friedrich, avait pris en charge les coûts de l'étude technique de dimensionnement de l'ouvrage de protection du gazoduc et le dimensionnement avait été validé par Gaz de France qui avait suivi les travaux. L'ouvrage (dalle béton en forme de U renversé) est enterré (comme matériaux de couverture : sable principalement). Considérant l'absence de contrôle de l'ouvrage, l'exploitant avait été mis en demeure par arrêté du 21/02/2019 de procéder à son contrôle sous un délai de 2 mois. Le rapport d'inspection correspondant stipule que l'exploitant allait se rapprocher du gestionnaire du gazoduc pour faire inspecter l'ouvrage. Les démarches ont bien été engagées par l'exploitant auprès du gestionnaire. Toutefois, sans réponse dans un premier temps, l'exploitant a repris l'attache de GRTGaz en décembre 2022.

Des mesures de profondeur de la canalisation ont été réalisées par GRTGaz le 09/01/2023 et il en ressort que le passage avait été surélevé d'environ 70 centimètres. Au regard des échanges entre l'exploitant et GRTGaz en janvier/février 2023, GRTGaz n'attend et ne prévoit pas de vérification de l'ouvrage de génie civil.
Il apparaît que le contrôle tel que prescrit n'a pas été réalisé (l'exploitant ne peut justifier d'une réalisation par l'ancien exploitant), et que la situation demeure non conforme sur ce point.
Observations : Le contrôle de l'ouvrage mis en place en 1995 doit permettre de vérifier son état et de vérifier s'il répond à sa fonction première qui est de protéger la canalisation. Considérant les démarches engagées par l'exploitant auprès de GRTGaz pour répondre à la prescription, des actions ont été engagées par l'exploitant pour y répondre. Toutefois, dans la mesure où elles ont été infructueuses, l'exploitant n'a pas encore déféré à la mise en demeure sur ce point. Compte tenu de ces éléments, l'Inspection ne propose pas de sanction administrative à ce stade. Toutefois, il convient que l'exploitant engage et présente des éléments complémentaires sous un délai d'un mois pour justifier de la réalisation d'un contrôle de l'ouvrage répondant à la prescription. Dans le cas contraire, des sanctions administratives seront proposées (situation délictuelle engageant également des sanctions pénales).
Type de suites proposées : Susceptible de sanctions
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation - Défrètement du gisement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 15 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Profondeur d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit permettre un défrètement maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses présentes. L'extraction a lieu sur la totalité du gisement, soit jusqu'à la cote 117,70 m NGF.
Constats : L'exploitation de la carrière a été autorisée jusqu'à la cote 117,7 m NGF. Des sondages réalisés par la société Fulchiron Alsace ayant mis en évidence une qualité de gisement hétérogène et la présence de nombreux bancs d'argile, cette cote n'a pas été atteinte. L'extraction a été arrêtée et, au droit du site, la topographie des terrains varie aujourd'hui entre 123 et 135 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contenu du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 17 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation orienté, à l'échelle de 1/750e. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none"> • Les dates des levées ; • Le périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que les abords dans un rayon de 50 m ; • Les bords de la fouille ; • Les limites de sécurité ; • Les altitudes des points significatifs, y compris des cotes prises au sein du plan d'eau résultant de l'extraction, de manière à vérifier la profondeur de l'excavation ;

- La position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique ;
- La position des dispositifs de clôture ;
- L'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte ;
- Les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- L'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- Les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- Les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière.

Constats : L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 21/02/2019, de respecter les prescriptions de l'article susvisé sous un délai de 2 mois, considérant que le plan d'exploitation du 30/01/2018 ne présentait pas l'ensemble des éléments requis.

L'exploitant a présenté un plan d'exploitation daté du 20/01/2022.

Il apparaît que le plan a été complété mais qu'il y manque les abords dans un rayon de 50 m, la position des ouvrages de clôture et les altitudes de points significatifs pour vérifier la profondeur de l'excavation.

S'il existe des stockages de terres de découverte sur l'installation, il convient de les identifier sur le plan.

Les nouvelles limites des phases de remise en état (phasage annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2022), définies pour le montant des garanties financières, sont à faire figurer sur le plan.

Les autres éléments manquants relevés sur le plan d'exploitation du 30/01/2018 ont été ajoutés au plan d'exploitation de janvier 2022.

Par courriel du 08/02/2023, l'exploitant a présenté un bon de commande signé avec la société JC Géomètre Expert pour la réalisations des relevés nécessaires à la mise à jour du plan d'exploitation. Par courriel du 12/04/2023, l'exploitant a indiqué que le géomètre finaliserait la bathymétrie le 17/04/2023. L'exploitant a pris l'attache du géomètre expert pour y faire figurer les éléments manquants.

Observations : Considérant que des éléments manquants ont été ajoutés au plan d'exploitation, des actions ont été engagées par l'exploitant pour répondre à la prescription. Toutefois, dans la mesure où le plan n'est pas encore complet, l'exploitant n'a pas encore déféré à la mise en demeure sur ce point.

Compte tenu de l'engagement de l'exploitant à faire figurer les derniers éléments manquants sur le prochain plan d'exploitation dont les relevés se finalisent en avril 2023, l'Inspection ne propose pas de sanction administrative à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant transmette une copie du plan mis à jour dès réception dans un délai d'un mois. Dans le cas contraire, des sanctions administratives seront proposées (situation délictuelle engageant également des sanctions pénales).

Il conviendra de compléter la légende du plan d'exploitation au besoin.

Type de suites proposées : Susceptible de sanctions

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Transmission du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 19

Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019

Thème(s) : Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Le plan d'exploitation est conservé sur le site et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 17, est communiqué à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre qui suit l'année du relevé.

Constats : Les 2 derniers plans d'exploitation disponibles au moment de l'inspection ont été transmis par l'exploitant. L'inspection considère que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 21/02/2019 sur ce point.
Observations : Il conviendra de veiller à l'avenir au respect de la prescription en transmettant au cours du premier trimestre qui suit l'année du relevé une copie des plans mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Aire de distribution de liquides inflammables - Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 21 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Vidange et entretien
Prescription contrôlée : L'aire de distribution de liquides inflammables est reliée à un séparateur d'hydrocarbures régulièrement entretenu et vidangé. Les factures d'enlèvement sont conservées et présentées à l'inspection des installations classées sur sa demande.
Constats : L'aire de ravitaillement est équipée d'un séparateur d'hydrocarbures. Le dernier entretien a été réalisé le 05/12/2022 par une société extérieure. L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 21/02/2019 sur ce point.
Observations : Il convient de présenter le BSD dûment complété.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 28.2 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un contrôle de la qualité des eaux est réalisé une fois par an, dans le courant du troisième trimestre de l'année. Les analyses portent sur les paramètres hydrocarbures et métaux lourds. Les prélèvements sont réalisés dans le bassin d'eau fraîche et dans les deux puits de contrôle présents sur le site lorsque la présence d'eau est avérée. Les résultats des analyses, accompagnés de commentaires pertinents, seront communiqués à l'inspection des installations classées avant la fin du mois de février qui suit l'année du prélèvement. Le niveau piézométrique de la nappe est relevé est consigné lors de chaque prélèvement.
Constats : L'exploitant avait été mis en demeure sur ce point considérant que la liste des paramètres analysés n'était pas complète. Le dernier contrôle de la qualité des eaux souterraines a été réalisé en février 2022. Les contrôles ont été réalisés sur des prélèvements effectués dans le bassin d'eau fraîche et dans les deux puits de contrôle. Les résultats n'appellent pas de remarque. L'inspection considère que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 21/02/2019 sur ce point.
Observations : Les résultats n'ont pas fait l'objet de commentaires. Il conviendra d'accompagner les résultats des prochaines analyses de commentaires pertinents. Pour les campagnes d'analyses à réaliser en 2023 (périodes de hautes et basses eaux), il conviendra de prendre en compte la liste des paramètres mises à jour à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Télédéclaration des résultats de la surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Télédéclaration GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Le rapport correspondant au contrôle de la qualité des eaux souterraines réalisé en février 2022 a été déposé sur GIDAF. L'Inspection considère que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 21/02/2019 sur ce point.
Observations : Le cadre GIDAF a été mis à jour suite à la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2022 et notamment son article 2.3 qui supprime et remplace les dispositions de l'article 28.2 de l'arrêté du 29/12/2010. Il conviendra de renseigner le cadre GIDAF mis à jour à l'issue des futures campagnes d'analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Alimentation en combustible des appareils de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 32.4 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation du dispositif de coupure
Prescription contrôlée : Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé : <ul style="list-style-type: none"> • Dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; • À l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage de combustible. Il est signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
Constats : Dans le mémoire de réponse du 18/10/2019, l'exploitant indiquait qu'une commande de panneau d'affichage avait été réalisée. Le 18/01/2021, l'exploitant a informé l'Inspection de l'arrêt des activités extractives et des installations de matériaux au 01/01/2021. Le sécheur a depuis été démantelé.
Observations : Il convient d'abroger cette prescription. Considérant qu'un nouveau porter à connaissance est attendu sur un autre sujet (apport de déchets inertes extérieurs autres que des matériaux naturels), la mise à jour des prescriptions nécessaires sera regroupée dans un même arrêté complémentaire après analyse de ce nouveau dossier. Il convient toutefois que l'exploitant apporte les éléments d'appréciation nécessaires au démantèlement des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesure périodique de la pollution rejetée (installation de combustion)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 32.18 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures par un organisme agréé
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.
Constats : Considérant le démantèlement du sécheur, la mesure périodique de la pollution rejetée n'est plus à réaliser.
Observations : Il convient d'abroger cette prescription. Considérant qu'un nouveau porter à connaissance est attendu sur un autre sujet (apport de déchets inertes extérieurs autres que des matériaux naturels), la mise à jour des prescriptions nécessaires sera regroupée dans un même arrêté complémentaire après analyse de ce nouveau dossier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 31.2 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2019
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
Constats : Les garanties financières ont été actualisées dans le cadre du porter à connaissance transmis en janvier 2022 et complété le 22/06/2022 relatif aux modifications des conditions d'exploitation. L'arrêté préfectoral du 10/11/2022 met à jour les dispositions de l'article 31.1 de l'arrêté du 29/12/2010 fixant notamment le montant des garanties financières (cf point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2022, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en état est réalisée conformément au phasage prévu par le présent arrêté. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune des périodes est de : De 2022 à 2027 : 612 753 euros
Constats : Les garanties financières d'un montant de 633 044 € sont constituées jusqu'au 09/11/2027 (acte de cautionnement du 27/12/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

